



Centre Hospitalier
BUËCH-DURANCE



GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

Fax : 04.92.40.61.68

E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



**Groupement
Hospitalier de Territoire
Alpes du Sud**

Gap-Sisteron • Briançon • Laragne • Embrun • Aiguilles • Barcelonnette

SE9 N186

FOURNITURE DE PRODUITS NETTOYANTS ET DESINFECTANTS POUR LE GHT DES ALPES DU SUD – VND26

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES N° 017-2025 (CCP)

Marché passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions relatives aux marchés publics :
des articles R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Passation d'un ACCORD-CADRE DE FOURNITURES (article R. 2162-2), exécuté au moyen de BONS DE COMMANDES (articles R. 2162-13 et R. 2162-14).

Code nomenclature DGOS : DE52AA01 – DE52CA01

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHÉ	3
1-1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	3
1-3 FORME DU MARCHÉ.....	4
1-4 DUREE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
2-1 PIECES CONTRACTUELLES.....	5
2-2 ASSURANCES	5
ARTICLE 3 – CONDITIONS D’EXECUTION	5
3-1 COMMANDES	5
3-2 CONDITIONS DE LIVRAISON	6
3-3 VERIFICATIONS A LA LIVRAISON.....	6
3-3.1 Vérification quantitative	6
3-3.2 Vérification qualitative	7
3-3.3 Admissions	7
ARTICLE 4 – PROCEDURES EN CAS DE RUPTURE DE PRODUITS	7
4-1 Rupture temporaire d’un produit.....	8
4-2 Arrêt de commercialisation d’un produit	8
ARTICLE 5 – DISPOSITIONS TECHNIQUES	8
5-1 CARACTERISTIQUES DE LA FOURNITURE.....	8
5-2 DUREE DE VALIDITE DES PRODUITS LIVRES	10
5-3 INFORMATIONS TECHNIQUES – FORMATION – GARANTIES	10
5-4 CATALOGUE DES PRODUITS	10
ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 7 – FORME DE PRIX.....	11
ARTICLE 8 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT	12
ARTICLE 9 – PENALITES.....	12
ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHÉ ET EXECUTION PAR DEFAUT	13
10-1 RESILIATION	13
10-2 EXECUTION PAR DEFAUT.....	13
ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	13
ARTICLE 12 – CONTESTATIONS ET LITIGES.....	14

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE

1-1 OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la fourniture de « Produits nettoyants et désinfectants » au Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) des Alpes du Sud.

Les établissements de santé ou médico-sociaux concernés par ce marché sont les suivants :

- Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, sites de Gap et Sisteron
- Centre Hospitalier de Laragne
- Centre Hospitalier d'Embrun
- Centre Hospitalier de Briançon
- Centre Hospitalier d'Aiguilles

Ces établissements membres du Groupement Hospitalier des Alpes du Sud pourront adhérer en cours de marché à des lots sur lesquels ces derniers n'auraient pas adhéré par voie d'avenant et uniquement après accord du titulaire.

Les autres établissements membres du Groupement Hospitalier des Alpes du Sud pourront adhérer au marché en cours par voie d'avenant et uniquement après accord du titulaire.

1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE

La fourniture est décomposée en 15 lots suivants, détaillés dans les documents « catalogue des besoins » et « quantification » joints en annexes :

N° lot	Libellé lot
1	DETERGENT DESINFECTANT DE SURFACE
2	DETERGENT DESINFECTANT DE SURFACE SANS AMMONIUM QUATERNAIRE
3	DETERGENT DESINFECTANT DE SURFACE LINGETTE PRETE A L'EMPLOI
4	DETERGENT DESINFECTANT DE SURFACE ACTIF SUR CLOSTRIDIUM DIFFICILE
5	DETERGENT PRE-DESINFECTANT POUR LE TRAITEMENT DES INSTRUMENTS DANS LES UNITES DE SOINS
6	DETERGENT PRE-DESINFECTANT POUR LE TRAITEMENT DES INSTRUMENTS RENFORCE AU BLOC OPERATOIRE
7	DETERGENT PRE-DESINFECTANT POUR LE TRAITEMENT DES INSTRUMENTS AVEC ACTION PRIONICIDE
8	DETERGENT DESINFECTANT POUR LE TRAITEMENT DES SONDES ENDOCAVITAIRES
9	DETERGENT DESINFECTANT POUR LE TRAITEMENT DES NASOFIBROSCOPES
10	DETERGENT DESINFECTANT POUR LE TRAITEMENT DES INSTRUMENTS THERMOSENSIBLES
11	DETERGENT DESINFECTANT POUR LE TRAITEMENT DES INSTRUMENTS THERMOSENSIBLES COMPATIBLE SYSTEME STELLA
12	DESINFECTANT CHIMIQUE COMPATIBLE GENERATEURS DE DIALYSE HEMOTECH

13	DESINFECTANT CHIMIQUE COMPATIBLE GENERATEURS DE DIALYSE FRESENIUS
14	ALCOOL ISOPROPYLIQUE 70% SPRAY
15	PRODUIT PRET A L'EMPLOI POUR ELIMINATION DES TACHES D'IODE SUR SOLS ET SURFACES

1-3 FORME DU MARCHE

Pouvoir Adjudicateur :

Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS)
Etablissement support du GHT des Alpes du Sud
1, place Auguste Muret
B.P. 101
05007 GAP Cedex
Représenté par Monsieur RAZOUX Nicolas, Directeur d'établissement.

Il s'agit d'un marché passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124.2 et R. 2161-1 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique).

Le bon de commande comportera :

- ✓ les nom et adresse du titulaire
- ✓ les numéros et date du marché
- ✓ les numéros et date du bon de commande
- ✓ la désignation de la prestation commandée
- ✓ l'adresse de facturation
- ✓ le montant total hors taxes de la commande
- ✓ le taux et le montant de la TVA
- ✓ le montant total toutes taxes comprises.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché en application duquel il a été émis.

1-4 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois à partir du 1er Janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026. Si le marché est notifié à une date ultérieure, les prestations ne pourront pas commencer avant la date de notification du marché au titulaire.

Il pourra être reconduit tacitement pour 3 nouvelles périodes de 12 mois jusqu'au 31 Décembre 2029 :

- 1ère reconduction : 12 mois du 1er Janvier 2027 au 31 Décembre 2027
- 2ème reconduction : 12 mois du 1er Janvier 2028 au 31 Décembre 2028
- 3ème reconduction : 12 mois du 1er Janvier 2029 au 31 Décembre 2029

Reconduction du marché :

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2-1 PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- la ou les annexe(s) financière(s) à l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les fiches techniques et dossiers scientifiques (et tout document y référant, si besoin).

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

2-2 ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du pouvoir adjudicateur une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION

3-1 COMMANDES

Les commandes passées directement par les services de soins ne devront pas être honorées par les fournisseurs. Seules les commandes passées par le représentant défini dans la fiche logistique de chaque établissement font foi (en annexe).

Le bon de commande comporte les mentions suivantes :

- La référence du marché
- La date et le numéro de commande,
- le lieu de livraison,
- la désignation de la fourniture,
- les quantités commandées ainsi que tout autre renseignement utile,
- la date de livraison

Le titulaire s'engage à ce que les fournitures soient de qualité identique à celle des fiches techniques fournies.

3-2 CONDITIONS DE LIVRAISON

Les fournitures sont livrées aux risques et périls et aux frais du titulaire dans les conditions définies sur la fiche dispositif logistique de chacun des établissements.

Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectuent sous l'entière responsabilité du titulaire.

Le titulaire est responsable des éventuelles défaillances du transporteur.

En cas de dysfonctionnements récurrents, le titulaire doit mettre en place un plan de progrès.

La livraison sera faite par le transporteur auprès de chacun des établissements à leur date et heures d'ouverture précisées sur chacune des fiches dispositif logistiques.

Toute livraison sera accompagnée d'un bon de livraison qui devra comporter notamment :

- l'identification du titulaire du marché,
- la quantité demandée,
- la quantité livrée,
- la référence de la commande,
- la dénomination des articles livrés,
- la référence du produit en tous points identique à celle figurant sur l'offre de prix, sur la facture et sur le produit,
- le numéro du lot de fabrication et la date de péremption.

Le titulaire devra assurer à ses frais la remise en état de toute dégradation occasionnée lors des opérations de livraison.

Le titulaire s'engage à effectuer la livraison, par quelque moyen que ce soit en cas de faits exceptionnels tels que grève par exemple.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra faire l'objet d'une facturation à l'établissement concerné.

Le fournisseur assurera la reprise de tous les types de palettes et emballages le concernant lors de la livraison suivante.

3-3 VERIFICATIONS A LA LIVRAISON

3-3.1 Vérification quantitative

Les livraisons sont effectuées en présence du responsable de l'établissement ou son représentant, qui a seule qualité pour signer les bons de réception des fournitures.

Ces vérifications sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison, ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la demande, l'établissement peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

Les quantités facturées devront correspondre aux quantités réellement livrées.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, ledit bon et son duplicata seront rectifiés, sous la signature du représentant de l'établissement et du transporteur.

Le responsable de l'établissement, ou son représentant, se réserve la possibilité de rectifier les quantités indiquées sur le bon de livraison s'il constate une différence lors du déballage des colis.

3-3.2 Vérification qualitative

Ces vérifications sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché ou de la commande.

Le responsable de chaque établissement, ou son représentant, pourra refuser toute ou partie de la livraison s'il constate une défaillance.

Le fournisseur ne pourra en aucune manière prétendre à une indemnité.

Le titulaire s'engage à réaliser la reprise des produits non conformes, à ses frais et dans un délai de 96 heures. A défaut, elles seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire. L'établissement décline alors toute responsabilité en ce qui concerne les produits retournés. Le titulaire devra livrer, à ses frais, une fourniture conforme dans les 48 heures à compter de la livraison des produits suspects, défectueux, ou manquants.

Le titulaire s'engage par ailleurs à justifier toute non-conformité et à mettre en place des actions correctives afin d'éviter ou de limiter toute apparition de dysfonctionnements

Pour rappel, en cas de rupture, le titulaire doit proposer un produit de substitution de qualité équivalente ou supérieure au produit notifié et à un prix inférieur ou équivalent au produit notifié.

Tout colis détérioré sera refusé.

Les fournitures refusées devront être retirées sans délai.

3-3.3 Admissions

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par l'établissement de santé ou médico-social dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 – PROCEDURES EN CAS DE RUPTURE DE PRODUITS

4-1 Rupture temporaire d'un produit

En cas de rupture d'un produit, le titulaire s'engage à en informer le représentant de l'établissement concerné par mail à l'adresse indiquée sur la fiche logistique de l'établissement concerné, et doit proposer un produit de substitution dans un délai maximum de 5 jours. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire. Le responsable donne son accord pour la proposition de substitution. Cette situation ne peut excéder 3 mois et doit avoir un caractère exceptionnel.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, l'établissement pourra appliquer les stipulations relatives à l'exécution par défaut aux frais et risques du titulaire, le Titulaire étant dans cette hypothèse réputé avoir manifesté sa défaillance du fait de son incapacité à proposer un produit de substitution.

4-2 Arrêt de commercialisation d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire s'engage à en informer le responsable du marché à **cellulemarches@chicas-gap.fr**, et doit proposer un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans un délai de 14 jours minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit les éléments obligatoires attestant de sa conformité ainsi que le descriptif technique complet (fiche technique, fiche de donnée de sécurité, dossier scientifique, notice, etc.), afin que le responsable du marché puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que les produits retenus initialement au marché.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer les stipulations relatives à l'exécution par défaut aux frais et risques du titulaire, le titulaire étant dans cette hypothèse réputé avoir manifesté sa défaillance du fait de son incapacité à proposer un produit de substitution. Toute opération de substitution définitive de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du responsable du marché.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS TECHNIQUES

5-1 CARACTERISTIQUES DE LA FOURNITURE

Les produits nettoyants et désinfectants objets du présent marché, relèvent selon les revendications du fabricant, à :

- La réglementation française et européenne en vigueur relative à la mise à disposition sur le marché et à l'utilisation de produits biocides,
- Et/ou la réglementation française et européenne en vigueur relative au statut de dispositif médical

Les produits de ce marché doivent satisfaire à la norme EN 14885 « Applications des Normes Européennes sur les antiseptiques et désinfectants » en vigueur, et concerne en particulier le domaine d'application médical.

Le fournisseur fournira l'ensemble de la documentation réglementaire en vigueur, notamment la demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) et/ou la copie du certificat de marquage CE en vigueur. Pour les documents arrivant à terme avant ou pendant l'exécution du marché, le fournisseur adressera le renouvellement du certificat au responsable du marché.

Les offres jointes à l'acte d'engagement, seront accompagnées des dossiers techniques, des dossiers scientifiques, et des fiches de données de sécurité, comprenant :

- La composition du produit en raison de la constatation de réactions allergiques de certains personnels lors de l'utilisation de ces produits.
- Les études microbiologiques détaillées avec normes d'efficacité,
- Les études toxicologiques,
- Les données de sécurité,
- Les modalités de dilution le cas échéant,
- Les conditions d'utilisation et durées de contact minimales,
- La durée de conservation des produits proposés, avant et après ouverture du contenant et le cas échéant après dilution.
- Une photo du produit avec son étiquetage

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et ne constitue qu'un rappel des principales réglementations applicables. Le titulaire doit se tenir informé de toutes les modifications réglementaires au cours du marché et les appliquer.

En cas d'apparition d'une nouvelle norme, celle-ci s'appliquera automatiquement aux produits livrés à compter de sa date d'effet. La référence aux normes doit être indiquée pour chaque produit.

Les détergents désinfectants pour sols, surfaces et mobiliers doivent être compatibles avec tous les matériaux ainsi qu'avec les détergents neutres et alcalins.

Les produits doivent être miscibles à l'eau pour l'entretien des surfaces.

Les nettoyeurs pré-désinfectants d'instruments doivent présenter un pouvoir moussant limité, une facilité au rinçage et être compatibles avec un maximum de matériaux.

Des tests de compatibilité normalisés peuvent être demandés en complément, en particulier quand la désinfection concerne des instruments.

Aucune modification quantitative ou qualitative des conditionnements ne sera acceptée pendant toute la durée du marché, sauf en cas d'accord préalable du responsable du marché.

Etiquetage :

L'étiquetage des produits proposés devra être **rédigé en langue française**, et se conformer aux exigences du ou des règlements le concernant (biocide et/ou dispositif médical). Il devra notamment comporter les indications suivantes :

- Les indications nécessaires pour identifier le produit et sa concentration le cas échéant
- Le n° du lot de fabrication
- La date de péremption
- Les conditions particulières de stockage et/ou de transport
- Les conseils d'utilisation
- Les précautions à prendre, risques pour l'utilisateur et l'environnement le cas échéant
- Le n° AMM et détenteur de l'AMM et/ou l'indication du marquage CE
- Le nom ou raison sociale et adresse du fabricant

5-2 DUREE DE VALIDITE DES PRODUITS LIVRES

Les dates de péremption figurant sur les emballages doivent être égales ou supérieures aux $\frac{2}{3}$ de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à un an, et d'au moins un an pour les autres produits à compter de leur date de réception dans l'établissement (sauf engagement écrit du fournisseur au suivi et à l'échange des produits périmés). Sur l'emballage figurent très clairement les conditions particulières de stockage.

En cas de livraison de produits de péremption inférieure à un an, après accord du responsable, le fournisseur s'engage à reprendre les produits arrivés à péremption, contre un avoir financier.

5-3 INFORMATIONS TECHNIQUES – FORMATION – GARANTIES

Le responsable du marché doit avoir accès aux informations techniques et scientifiques concernant les produits proposés (fiches techniques, fiches de données de sécurité, dossier scientifique complet sur demande, documents, référence à des banques de données, dossiers cliniques...).

Le titulaire doit également **satisfaire aux obligations suivantes** :

- Réaliser des **actions d'information et de formation** auprès des responsables, du corps médical et du personnel soignant, visant à la bonne utilisation du produit,
- **Proposer toute action aboutissant à une meilleure maîtrise de la consommation,**
- Assurer **une assistance rapide** en cas de problème clinique ou pratique,
- Organiser avec le responsable concerné le **suivi de ses produits**.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut à compter du jour de réception et pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine.

En cas de retrait de lot, le fournisseur s'engage à prendre à sa charge le rapatriement des produits et à procéder à la destruction de ses produits.

Aucun essai ne sera réalisé sans l'accord du responsable de l'établissement.

5-4 CATALOGUE DES PRODUITS

Le recensement des besoins est détaillé dans les documents « catalogue des besoins » et « quantification » détaillée par adhérents, documents joints et annexés au présent CCP dont ils font partie intégrante.

ARTICLE 6 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations personnelles de santé, techniques, financières, ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'établissement.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Les établissements s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par l'établissement ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 7 – FORME DE PRIX

Les prix sont libellés en Euros avec 4 décimales maximum.

Les marchés conclus sur la base du présent accord seront traités à prix unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont calculés franco de port et d'emballage, quel que soit le montant de la commande. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture, ainsi que tous les frais afférents à la facturation, au conditionnement, et au transport jusqu'aux lieux de livraison.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

Toute stipulation contraire mentionnée sur la facture est caduque.

Modalités de révision des prix :

Les prix sont révisables à la baisse uniquement :

À tout moment par le biais d'offre de prix promotionnelle : le prix des produits figurant au marché peut évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles proposées par le titulaire. Celui-ci adresse le tarif promotionnel, par tout moyen permettant de lui donner date certaine, à l'adresse ci-après.

Il donne toutes les précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. Ces offres de prix promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls produits figurant au marché et qui ont fait l'objet d'une notification. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché annexés à l'acte d'engagement sont ceux à nouveau en

vigueur.

CHICAS – Cellule des marchés
1 place Auguste Muret – BP 101 – 05007 GAP cedex
cellulemarches@chicas-gap.fr

ARTICLE 8 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom, adresse et raison sociale du créancier
- Référence du marché (numéro),
- Numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- Désignation de la prestation
- Montant et taux de la T.V.A.
- Montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en fonction des modalités précisées sur les fiches logistiques de chacun des établissements concernés.

L'établissement se libèrera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

ARTICLE 9 – PENALITES

Le GHT des Alpes du Sud se réserve le droit d'appliquer les pénalités ci-après.

Le titulaire s'engage sur des jours précis de livraison.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule ci-après :

$$P = V \times R / 50$$

P = Montant des pénalités

V = Valeur produits en retard

R = Nombre de jours de retard

Ces pénalités devront être retranscrites sous forme d'avoir sur demande de l'établissement concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent être dues dès le premier euro.

ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHÉ ET EXECUTION PAR DEFAULT

10-1 RESILIATION

Le CHICAS pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-FCS cité ci-dessus :

- En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire,
- En cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

10-2 EXECUTION PAR DEFAULT

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, faute pour le titulaire de livrer la totalité des marchandises commandées à la date contractuelle de livraison ou si les nécessités de service exigent le remplacement immédiat des produits, les fournitures concernées peuvent être commandées chez d'autres fournisseurs, aux frais, risques et périls du titulaire en défaut sans qu'il soit besoin de le mettre en demeure, en cas :

- d'arrêt de commercialisation
- d'impossibilité de livraison ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture,
- de retard ou défauts d'exécution dans les livraisons,
- de mauvaise conservation des produits livrés à moins que le fournisseur puisse prouver qu'une faute incombe à l'établissement,
- de résiliation du marché en application du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible à l'établissement de se procurer dans les conditions acceptables les prestations en tous points conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer par les responsables des établissements des achats pour compte auprès d'autres fournisseurs sans mise en demeure préalable. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

Les établissements ne pourront être tenu pour responsables d'un éventuel prolongement de l'approvisionnement chez un autre fournisseur si le titulaire du marché n'a pas notifié par écrit au responsable de l'établissement pénalisé la fin de rupture d'un produit. Le titulaire du marché supportera les conséquences financières.

ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du CCAG-FCS sont applicables au présent marché :

- Dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- En particulier, l'article 9 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS,
- Pour toutes les clauses non précisées dans le présent document cahier des charges particulières.

ARTICLE 12 – CONTESTATIONS ET LITIGES

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Fait à GAP, le 05 août 2025

Pour le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud :

Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par délégation,
Le Directrice Adjointe :



Chloé SCHMITT

